



Pasquale Pistorio (*)
PDG de STMicroelectronics.

L'essor de la technologie numérique est l'une des évolutions les plus considérables de ces dernières années. La technologie a imprégné avec succès la société et rapidement modifié des habitudes économiques, sociales et culturelles bien établies.

De nouveaux équilibres se mettent ainsi en place, accompagnés de défis et de risques inédits.

Le danger principal est à mes yeux celui d'une société divisée entre les utilisateurs et bénéficiaires potentiels de la nouvelle technologie et les autres, privés de cette possibilité en raison d'obstacles sociaux, économiques, culturels ou géographiques. C'est ce qu'on appelle généralement aujourd'hui la « fracture numérique ».

Les statistiques le montrent : la technologie de l'information n'a pas le moindre impact sur l'existence de la moitié de l'humanité privée des moyens de passer un appel téléphonique ou des 2 milliards d'individus sans électricité. Près de 3 milliards de personnes sur 6 subsistent avec moins de 2 dollars par jour.

Cette même technologie qui accroît aujourd'hui l'écart entre riches et pauvres pourrait pourtant servir à inverser cette tendance. Songez au potentiel d'Internet pour l'enseignement des plus jeunes, ou comme source d'informations utiles au développement socio-économique local, qu'il s'agisse d'optimiser les ressources naturelles ou de développer un savoir-faire dans la production et les échanges. C'est pourquoi j'ai accepté avec enthousiasme la pro-

Les entreprises contre la fracture numérique

position des Nations unies de participer au groupe d'études créé l'année dernière pour concourir à la réduction de la fracture numérique.

Ce groupe d'études, formé officiellement en novembre 2001, rassemble des entreprises, des gouvernements et des associations humanitaires ou à but non lucratif. Sa mission consiste à mobiliser l'opinion publique et à susciter de nouvelles formes de coopération et d'assistance à l'échelle mondiale. Il contribuera également à favoriser des synergies entre de nombreuses initiatives en cours, destinées à éviter que les nouvelles technologies ne s'ajoutent aux difficultés des régions les moins développées du monde. Je participerai plus précisément au groupe de travail impliqué dans les projets de formation à l'utilisation des nouvelles technologies. J'avais en fait déjà formulé une

Former à l'usage des ordinateurs personnels.

proposition similaire lors du sommet du G8 à Gênes, et nous préparons actuellement les détails de ce projet.

Je propose d'associer les entreprises à la lutte contre la fracture numérique : pas seulement les entreprises des technologies de l'information et de la communication, mais toutes les entreprises, de moyenne et grande taille. Cette proposition repose sur la conviction suivante : s'il est essentiel de bâtir les infrastructures et tout l'ensemble nécessaires à la fourniture d'Internet pour combler l'écart technologique entre les nations les plus avancées et le monde en développement, il est aussi important que les gens soient capables d'utiliser la technologie, de comprendre son importance et d'en apprécier les avantages.

À mes yeux, toutes les entreprises peuvent et devraient investir dans la formation de ceux, où qu'ils habitent, qui n'ont pas eu accès à la formation nécessaire pour utiliser un PC. J'ai donc suggéré que les entreprises grandes et moyennes (plus de 250 personnes) consacrent, sur la base du volontariat, jusqu'à 0,1 % de leur chiffre d'affaires annuel et 0,1 % du temps de travail de leurs salariés à cette cause.

L'objectif est de susciter un mouvement de grande ampleur et de mobiliser des dons volontaires, non seulement d'équipements, de logiciels et de connexions Internet, mais aussi de ressources financières et humaines. Jusqu'à présent, rares sont les entreprises à avoir joué un rôle dans ce type de grandes causes, couvrant non seulement les pays de l'Afrique subsaharienne mais aussi les régions et les communautés réduites au sein desquelles elles agissent. Aujourd'hui, les

entreprises de taille moyenne ne pourraient pas vivre sans la technologie de l'information et les télécommunications. Mais, alors qu'elles embrassent complètement le potentiel du développement technologique, certaines ont sûrement sous-estimé le fossé croissant entre les bénéficiaires et les exclus de la technologie.

Si l'on prend l'exemple de STMicroelectronics, l'entreprise que je dirige, elle offre une formation Internet à ses propres salariés d'Agrate Brianza, son principal site italien, favorisant ainsi une sorte d'alphabétisation informatique.

Pourquoi impliquer le monde des affaires ? Je suis d'abord convaincu que les entreprises socialement responsables, autrement dit les entreprises

déterminées à favoriser le bien-être des communautés au sein desquelles elles agissent, créent davantage de valeur, non seulement pour leurs actionnaires, mais pour l'ensemble de leurs partenaires.

Il existe une autre raison, plus pressante encore, d'inciter les entreprises à relever le défi de la fracture numérique. Une telle initiative, propre à encourager les employés à transmettre des compétences informatiques élémentaires, favorisera selon moi une motivation accrue. De nombreux salariés s'identifieront plus facilement à une entreprise capable d'obtenir de bons résultats économiques, mais aussi de refléter leurs aspirations les plus profondes. La motivation du personnel constitue même à mes yeux une retombée beaucoup plus grande, quoique plus difficile à obtenir et à mesurer, qu'une bonne image d'entreprise.

Enfin, à long terme, les économies les plus développées trouveront un avantage certain à ce que le déclenchement d'un processus destiné à réduire la fracture numérique et à contribuer au développement des régions les plus pauvres se traduise par la création de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités d'échanges et de production. Nul doute que les entreprises trouveront davantage d'intérêt à l'existence de 3 milliards de nouveaux consommateurs potentiels qu'à celle de 3 milliards de personnes vivant dans la pauvreté. Il faut enfin penser aux avantages de la sécurité et de la paix dans le monde, pour les familles et les communautés auxquelles nous appartenons, si les conflits viennent à reculer.

(*) M. Pistorio est membre du bureau de coordination du Groupe d'études des Nations unies sur les technologies de l'information et de la communication.